Vu la loi n° 68-12 du 3 juin 1968, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités publiques locales et des établissements publics à caractère administratif;

Vu le décret n° 73-114 du 17 mars 1973, portant statut particulier des personnels enseignants des établissements d'enseignement secondaire général du Ministère de l'Education Nationale et notamment son article 4 ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté du 17 mars 1976, fixant le règlement et le programme du concours d'agrégation de langue et littérature arabes;

Arrête:

Article Premier. — Il est ouvert au Ministère de l'Education Nationale, un concours sur épreuves pour le recrutement de 12 professeurs agrégés de l'enseignement secondaire en langue et littérature arabes conformément aux dispositions de l'arrêté susvisé du 17 mars 1976.

Art. 2. — Les épreuves du concours auront lieu le 13 juin 1983 et jours suivants.

Art. 3. — La liste d'inscription des candidats au concours susvisé sera close le 13 mai 1983.

Tunis, le 3 mars 1983

Le Ministre de l'Education Nationale
Mohamed Frej CHEDLY

Vu

Le Premier Ministre
Mohamed MZALI

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

CESSATION DE FONCTIONS

Par décret N° 83-213 du 3 mars 1983 :

Il est mis fin aux fonctions de Monsieur Hamed Khédiya professeur de l'Enseignement Supérieur chargé de Mission au cabinet du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

LISTE D'APTITUDE

Au grade d'Administrateur Principal

ANNEE 1981

Belmabrouk Nazlha

Ministère de l'Agriculture

AGRICULTURE ET PECHE

Décret N° 83-223 du 4 mars 1983, fixant les délégations territoriales, comprises dans les régions les moins développées éligibles aux avantages complémentaires accordés dans le cadre de l'encouragement aux investissements dans les secteurs de l'Agriculture et de la Pêche.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi n° 82-67 du 6 août 1982, portant encouragement aux investissements dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche et notamment son article 37;

Vu l'avis des Ministres du Plan et des Finances et de l'Agriculture;

Vu l'avis du Tribunal Administratif;

Décrétons :

Article Premier. — Les délégations territoriales comprises dans les régions les moins développées éligibles aux

avantages complémentaires prévues à l'article 37 de la loi sus-visée N° 82-67 du 6 août 1982 sont fixées sur la liste jointe en annexe au présent décret.

Art. 2. — Les Ministres du Plan et des Finances et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait au Palais de Carthage, le 4 mars 1983

Le Président de la République Tunisienne
Habib BOURGUIBA

A N N E X E

Liste des délégations territoriales comprises dans les régions les moins développées éligibles aux avantages complémentaires accordés dans le cadre de l'encouragement aux investissements dans les secteurs de l'Agriculture et de la Pêche.

Gouvernorats	DELEGATIONS
Monastir	Zeramdine, Béni Hassène
Le Kef	Le Kef, Sakiet Sidi Youssef, Kalaât Sinan, Nebeur, Dahmani, El Ksour, Tajrouine, Sers, Kalaâ Khasba, Jé-rissa
Mahdia	El Jem, Essouassi, Ouled Chamekh, Chorbane, Boumerdès
Sousse	Bouficha, Enfidha, Sidi El Héni, Kon-dar
Bizerte	Sejnane, Jalta, Joumine
Zaghouan	Zaghouan, Bir M'Cherga, Fahs, Na-dhour
Sidi Bouzid	Sidi Bouzid-Est, Sidi Bouzid-Ouest, Ou-led Haffouz, Ben Aoun, Maknassi, Regueb, Jelma, Mazzouna, Menzel Bouzaiane, Bir El Heffaï, Cébala Ou-led Asker.
Gafsa	El Guetar, Sened, Metlaoui, Redeyef, Moularès, M'Dhilla, Gafsa-Nord, Gafsa-Sud, Belkhir
Tozeur	Tozeur, Nefta, Degache, Tamaghza, Hazoua
Tataouine	Tataouine, Ghomrassen, Bir Lahmar Essmar, Dhiba, Remada
Kébili	Kébili, Douz, Souk Lahad
Kairouan	Kairouan-Nord, Kairouan-Sud, Nasral-lah, Bou Hajla, Sbikha, Oueslatia, Haffouz, Chebika, El Ala, Cherarda, Hajeb El Ayoun.
Nabeul	El Haouaria, Kélibia, Menzel Témime
Gabès	El Hamma, Matmata, Mereth, Metouia, Gabès-Ouest, Gabès-Est, Akarit.
Médenine	Médenine, Jerba, Midoun, Béni-Khédè-che, Ben Guerdane, Zarzis, Sidi Makhlouf.
Sfax	Jebeniana, El Hancha, Menzel Chaker, Bir Ali Ben Khalifa, Skhira, Kerken-nah, Maharès, Agareb.
Siliana	Siliana, Bou Arada, Bargou, Makthar, Rouhia, Gaâfour, Bourouis, Le Krib, Kesra.
Béjà	Amdoun, Nefza, Goubellat, Tébourouk
Jendouba	Jendouba, Ghardimaou, Ain Draham, Tabarka, Fernana.
Kasserine	Kasserine-Nord, Kasserine-Sud, Thala, Feriana, Sbeitla, Foussana, Majel Bel Abbès, El Ayoun, Jidiliane, Haidra.

Décret N° 83-224 du 4 mars 1983, portant définition des Petits et Moyens Pêcheurs éligibles aux avantages accordés dans le cadre de l'encouragement aux investissements dans les secteurs de l'Agriculture et de la Pêche.

Nous, **Habib Bourguiba**, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi n° 82-67 du 6 août 1982, portant encouragement aux investissements dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche et notamment son article 12;

Vu l'avis des Ministres du Plan et des Finances et de l'Agriculture;

Vu l'avis du Tribunal Administratif;

Décrétons :

Article Premier. — Sont considérés petits et moyens pêcheurs au sens de la loi sus-visée n° 82-67 du 6 août 1982, les personnes physiques ou morales de nationalité Tunisienne exploitant une entreprise de pêche exerçant l'une des activités ci-après et constituée,

1°) Pour la Pêche au Chalut :

— d'un Chalutier au maximum d'une longueur hors-tout inférieure à 30 mètres équipé d'un moteur et ses accessoires développant une puissance de 600 CV, d'appareillage de détection, de navigation et d'engins de pêche appropriés.

2°) Pour la Pêche pélagique :

— d'un sardinier ou d'un semeur au maximum d'une longueur hors-tout égale ou inférieure à 18 mètres équipé d'un moteur développant une puissance maximum de 400 C.V., d'un remonte-filet et des engins de pêche appropriés;

— ou de 2 lamparos, au maximum, d'une longueur hors-tout égale ou inférieure à 15 mètres chacun équipé d'un moteur développant une puissance maximum de 250 C.V., d'appareillage de détection, de navigation et d'engins de pêche appropriés.

3°) Pour la pêche côtière :

— de 2 barques, au maximum d'une longueur hors-tout de 12 à 16 mètres équipées chacune d'un moteur développant une puissance maximum de 220 C.V., d'appareillage de détection, de navigation et d'engins de pêche appropriés;

— ou de 4 barques, au maximum, d'une longueur hors-tout inférieure à 12 mètres ayant un équipement de pêche approprié.

4°) Pour la pêche aux éponges et au corail :

— de 2 barques scaphandres, au maximum, d'une longueur hors-tout inférieure à 13 mètres équipées chacune d'un moteur développant une puissance maximum de 220 C.V., et de matériel spécialisé pour la plongée.

5°) Pour l'aquaculture et la pisciculture :

— d'un ensemble d'enclos en mer délimitant au maximum une superficie de 5 hectares dotés d'un équipement adéquat d'exploitation;